

MISSION LOCALE ORLEANAISE

**9 Bld. deVerdun
45000 ORLEANS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 / 12 / 2023

**MISSION LOCALE
LE PRESIDENT**

MARCEAU VILLARET

**ADFIJ - MISSION LOCALE
9, Bld de Verdun
45000 ORLEANS**

MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS
9 Bld. De Verdun
45000 ORLEANS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Orléans, le 17 Mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
SAS CASTELCOM



Susie LUCAS
Associée

MISSION LOCALE ORLEANAISE

**9 Bld. deVerdun
45000 ORLEANS**

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 / 12 / 2023

MISSION LOCALE ORLEANAISE

**9 Bld. deVerdun
45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 / 12 / 2023

MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS
9 Bld. De Verdun
45000 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point « exposé dans la note « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode, suite aux recommandations de la DREETS, pour la comptabilisation des fonds liés à la subvention Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 17 Mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
SAS CASTELCOM



Susie LUCAS
Associée

Bilan Actif

		31/12/2023		31/12/2022	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Cessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	26 541	26 541		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	256 309	192 424	63 885	54 794
	Installations techniques, mat. et outillage indus				
	Autres immobilisations corporelles	340 620	316 080	24 540	31 529
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival				
	Autres participations	221 811		221 811	221 110
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 310		8 310	6 382
	TOTAL (I)	853 591	535 044	318 546	313 814
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	10 660		10 660	6 965
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	562 671		562 671	670 449
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 547 524		2 547 524	1 935 085
	Charges constatées d'avance	2 813		2 813	2 740
	TOTAL (II)	3 123 669		3 123 669	2 615 240
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	3 977 259	535 044	3 442 215	2 929 054

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Fonds propres avec droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	111 381
	Fonds propres complémentaires	111 381
	Cartes de réévaluation	
	Réserves	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	1 149 200
	Autres	498 903
	Report à nouveau	
	Excédent ou déficit de l'exercice	773 374
	Total des fonds propres (situation nette)	2 033 955
	Fonds propres consommables	
	Subventions d'investissement	25 889
	Provisions réglementées	20 853
	Total des autres fonds propres	25 889
	Total des fonds propres	2 059 844
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	411 852
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	706
	Total des fonds reportés et dédiés	411 852
Provisions	Provisions pour risques	102 540
	Provisions pour charges	289 473
	Total des provisions	392 013
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES	
	Emprunts obligataires convertibles	
	Autres emprunts obligataires	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	
	Emprunts et dettes financières divers	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	DETTES D'EXPLOITATION	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 636
	Dettes des legs ou donations	
	Dettes fiscales et sociales	520 926
	DETTES DIVERSES	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
	Autres dettes	905
	Produits constatés d'avance	39
	Total des dettes	578 506
	Ecart de conversion passif	
	TOTAL PASSIF	2 929 054
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	773 373.68
(1)	Dont à moins d'un an	578 506
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	650 296.74

Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

	31/12/2023	31/12/2022
	12 mois	12 mois
Cotisations		
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 115 832	3 993 129
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	704 301	458 266
Utilisations des fonds dédiés	706	366
Autres produits	41 834	56 270
Total des produits d'exploitation	4 862 673	4 508 032
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	643 606	580 388
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	255 990	207 311
Salaires et traitements	2 038 258	1 693 919
Charges sociales	721 242	567 369
Dotation aux amortissements et dépréciations	30 769	40 741
Dotation aux provisions	51 183	755 554
Reports en fonds dédiés	411 852	706
Autres charges	10 265	6 488
Total des charges d'exploitation	4 163 166	3 852 476
RESULTAT D'EXPLOITATION	699 507	655 556

CHARGES D'EXPLOITATION

Compte de Résultat

2/2

	31/12/2023	31/12/2022
	RESULTAT D'EXPLOITATION	699 507
		655 556
PRODUITS FINANCIERS	De participation	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	
	Autres intérêts et produits assimilés	12 407
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 330
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	Total des produits financiers	12 407
		2 330
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilées	
	Différences négatives de change	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	Total des charges financières	
	RESULTAT FINANCIER	12 407
		2 330
	RESULTAT COURANT avant impôts	711 913
		657 886
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	83 577
	Sur opérations en capital	6 586
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
	Total des produits exceptionnels	90 163
		11 262
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	6 162
	Sur opérations en capital	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	22 540
	Total des charges exceptionnelles	28 702
		18 851
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	61 460
		(7 589)
	Participation des salariés aux résultats	
	Impôts sur les bénéfices	
	TOTAL DES PRODUITS	4 965 242
	TOTAL DES CHARGES	4 191 868
	EXCÉDENT ou DÉFICIT	773 374
		650 297
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Dons en nature	
	Prestations en nature	57 464
	Benévola	75 701
	TOTAL	57 464
		75 701
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Secours en nature	
	Mise à disposition gratuite de biens	
	Prestations	57 464
	Personnel bénévole	75 701
	TOTAL	57 464
		75 701

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social :

Les Missions Locales existent depuis 1982. Aujourd'hui, il y en a 440 partout en France y compris dans les DOM-TOM. Elles ont été créées pour permettre aux jeunes de 16 à 25 ans d'être écoutés par des professionnels qui les aident à trouver des solutions pour avancer, dans la vie professionnelle (emploi, formation) et/ou dans la vie quotidienne (logement, santé, volontariat, permis de conduire ...).

Les Missions Locales sont comme les jeunes : uniques et particulières. Pour répondre aux besoins des jeunes, elles s'adaptent à l'endroit où elles sont implantées et travaillent avec tous les partenaires du territoire (Pôle emploi, entreprises, CIO, associations ...) pour leur proposer un accompagnement personnalisé.

La Mission Locale de L'Orléanais, est un espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. La structure d'accueil doit apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé. Chaque jeune, selon son niveau, ses besoins, ses difficultés peut bénéficier de réponses individualisées pour définir son objectif professionnel et les étapes de sa réalisation, pour établir son projet de formation et l'accomplir, pour accéder à l'emploi et s'y maintenir.

La mission locale intervient dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes dans tous les domaines : orientation, formation, emploi, logement, santé, mobilité, citoyenneté, sports, loisirs, culture et d'accompagnement pour aider les jeunes de 16 à 25 ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle. L'objectif de la Mission Locale est de favoriser la concertation entre les différents partenaires pour construire des actions adaptées aux besoins des jeunes et aux réalités locales.

La Mission Locale a aussi pour vocation d'expérimenter et d'innover dans le champ de la jeunesse pour construire des réponses adaptées. La Mission Locale crée, développe et anime des réseaux de partenaires y compris spécialisés. Les jeunes bénéficient dans la Mission Locale d'un suivi global, ils bénéficient d'un suivi prenant en compte toutes les difficultés (santé, logement, etc.) qui pourraient interférer ou gêner leur projet d'insertion professionnelle, ce dans le but de contribuer à lever ces freins. La Mission Locale, est chargée d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'aider les jeunes en démarche d'insertion professionnelle et sociale.

Missions sociales :

a) Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active Depuis bientôt trente ans, les missions locales ont développé un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Règles et Méthodes Comptables

b) Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et vie sociale - Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.

– Information sur la santé et accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome.

– Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

c) Le métier des missions locales : accueil et entretien avec les jeunes, réseau avec les partenaires locaux. L'accueil de proximité est primordial pour les missions locales qui ont mis en place plus de 5000 lieux ouverts au public. Les jeunes se rendent à la mission locale de manière volontaire et sont accueillis immédiatement pour une première réponse à leur demande ou un premier entretien avec un conseiller. L'accompagnement en entretien est le principal mode d'intervention. C'est au cours de l'entretien que le conseiller aide le jeune à s'orienter et détermine avec lui les moyens à mobiliser pour réaliser toutes ses démarches. Afin d'apporter aux jeunes tous les services nécessaires pour lever les freins à l'insertion, la mission locale dispose d'un réseau de partenaires locaux : entreprises, organismes de formation, service public de l'emploi, services de santé de logement et d'action sociale, services publics locaux, collectivités, associations, etc.

d) Un outil d'intervention en direction de la jeunesse associant l'Etat, les collectivités locales et les acteurs du territoire. Pour s'adapter au plus près de situations locales, les missions locales ont un statut associatif. Les présidents des conseils d'administration sont toujours des élus participant au financement des missions locales. Dans leurs instances associatives, les missions locales fédèrent les élus des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires économiques et sociaux et le monde associatif. Les missions locales sont une forme de mise en commun de moyens entre l'Etat et les Collectivités Locales.

Moyens mis en œuvre et ressources :

La Mission Locale de l'Orléanais est composée de 61 salariés :

- o Directrice
- o Responsables de Secteur
- o Responsable des Ressources Humaines
- o Assistantes de Direction
- o Responsable Financière
- o Assistantes Administratives
- o Chargées d'Accueil
- o CIP en alternance
- o Conseillers
- o Psychologue
- o Employés de Ménage

Règles et Méthodes Comptables

Les ressources de la Mission Locale proviennent des subventions des différents financeurs :

- o L'Etat.
- o Le Conseil Régional du Centre Val de Loire.
- o Le Conseil Départemental du Loiret
- o Pôle Emploi.
- o Orléans Métropole, Les Communes du bassin d'emploi d'Orléans

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2023** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Logiciel : 3 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 8 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2023
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres	26 541				26 541
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541				26 541
CORPORELLES					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
sur sol d'autrui					
instal. agencet aménagement	234 492		21 817		256 309
Instal. technique, matériel outillage industriels					
Instal. agencement, aménagement divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier	329 566		11 054		340 620
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	564 057		32 871		596 929
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CÉDES					
FINANCIERES					
Participations évaluées en équivalence					
Autres participations	221 110		702		221 811
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	6 382		8 904	6 976	8 310
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	227 491		9 606	6 976	230 121
TOTAL	818 089		42 477	6 976	853 591

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	26 541			26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541			26 541
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	179 698	12 726		192 424
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	298 037	18 043		316 080
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	477 734	30 769		508 504
TOTAL		504 275	30 769		535 044

Créances et Dettes

CREANCES			
	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 310		8 310
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	250	250	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	558 711	558 711	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	3 711	3 711	
Charges constatées d'avance	2 813	2 813	
TOTAL DES CREANCES	573 795	565 485	8 310

Prêts accordés en cours d'exercice
 Remboursements obtenus en cours d'exercice
 Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

DETTES			
	31/12/2023	1 an au plus	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes ets de credit a 1an max a l'origine			
Emprunts dettes ets de crédit a plus 1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières divers			
Fournisseurs et comptes rattachés	56 636	56 636	
Dettes des legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	246 174	246 174	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	260 867	260 867	
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Obligations cautionnées			
Autres impôts, taxes et assimilés	13 886	13 886	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Autres dettes	905	905	
Dettes représentatives de titres empruntés			
Produits constatés d'avance	39	39	
TOTAL DES DETTES	578 506	578 506	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
 Emprunts remboursés en cours d'exercice
 Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	111 381				111 381
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	498 903	650 297			1 149 200
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	650 297	(650 297)	773 374		773 374
Situation nette	1 260 581		773 374		2 033 955
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 853		11 000	5 964	25 889
Provisions réglementées					
TOTAL	1 281 434		784 374	5 964	2 059 844

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTES				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	298 484	51 183	60 194	289 473
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	721 758	22 540	641 758	102 540
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 020 242	73 723	701 952	392 013
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations				
{ incorporelles				
{ corporelles				
{ legs ou donations				
{ des titres mis en équivalence				
{ titres de participation				
{ autres immo financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	17		17	
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	17		17	
TOTAL GENERAL	1 020 259	73 723	701 969	392 013
Dont dotations et reprises				
{ - d'exploitation		51 183	701 969	
{ - financières				
{ - exceptionnelles		22 540		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I 5e du C.G.I.

Produits à recevoir

Total des Produits à recevoir

Autres créances

Etat & collectivités subventio

Produits à recevoir

558 711

3 711

31/12/2023

562 421

562 421

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			2 813
		2 813	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 813

Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		425 967
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 109
Fournisseurs factures non parv	30 109	
Dettes fiscales et sociales		394 953
Dettes provisionnées pour cong	240 135	
Autres charges payer	6 039	
Charges sociales sur congés p	120 068	
Charges sociales à payer	3 652	
Organismes sociaux charges pa	25 060	
Autres dettes		905
Subventions à reverser	905	

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		39	39
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			39

Concours publics et subventions

31/12/2023	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		50 018				50 018
Subventions d'exploitation		3 105 413	609 527		350 874	4 065 814
Subventions d'investissement			11 000			11 000
TOTAL		3 155 431	620 527		350 874	4 126 832

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Utilisations			Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023 Montant global dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
		Reports	Montant global	dont rembour- sements		
Subventions d'exploitation						
Action Santé - Logement	706		706			
Etat - CEJ		410 347				410 347
Orléans METROPOLE - FAJ AIME L'OI		1 505				1 505
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	706	411 852	706			411 852

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits

31/12/2023

31/12/2022

Dons en nature

Prestations en nature

Prestations en nature des communes

57 464

75 701

Bénévolat

57 464

75 701

Total

57 464

75 701

Répartition par nature de charges

31/12/2023

31/12/2022

Secours en nature

Mise à disposition gratuite de biens

Prestations

Mise à disposition des locaux

Mise à disposition du personnel

Autres prestations diverses

57 205

75 102

259

599

Personnel bénévole

57 464

75 701

Total

57 464

75 701

Autres informations

Provisions pour risques et charges

Suite aux recommandations de la DREETS, les fonds comptabilisés au titre de la subvention Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) ne font plus l'objet d'une provision pour risque, mais de fonds dédiés.

Cette provision visait à couvrir les charges liées au suivi des jeunes sur l'exercice suivant.

Rémunération allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiqué.

En effet, les administrateurs sont bénévoles et la directrice est salariée. Cela reviendrait donc à donner une rémunération individuelle.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent des prestations diverses des communes.

Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes titulaires, concernant la certification des comptes au 31/12/2023 s'élèvent à 4 920 €.